

Cinémas africains à la croisée des chemins

Gérard Grugeau

Number 153, September 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/65076ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (print)

1923-5097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Grugeau, G. (2011). Cinémas africains à la croisée des chemins. *24 images*, (153), 56–57.

CINÉMAS AFRICAINS À LA CROISÉE DES CHEMINS

par Gérard Grugeau

INTÉGRÉ AU 27^E FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA VUES D'AFRIQUE, LE COLLOQUE consacré cette année à l'avenir des images sur le continent africain comptait un invité de marque : le Tunisien Ferid Boughedir, réalisateur (*Halfaouine, l'enfant des terrasses, Un été à La Goulette*), critique et historien du cinéma. État des lieux d'un continent fantôme en déficit d'images, aujourd'hui à la croisée des chemins.

Ferid Boughedir aime volontiers filer la métaphore. Il se plaît à comparer la planète cinéma à un grand collier dont chaque perle, chaque culture, serait reléguée dans l'ombre par le « Cœur de l'océan », joyau du Titanic qui, à l'instar du colosse hollywoodien, déclassé toutes les autres perles. Ou, citant le regretté Tahar Cheriaa, fondateur des Journées cinématographiques de Carthage en 1966, il associe les cinémas africains à des têtes sans corps, les têtes étant celles des cinéastes et le corps manquant, celui du marché, de la base économique. Car rien ne va plus sur le continent. Ramenée à un événement bisannuel, la vitrine cinéphilique du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou, au Burkina (FESPACO) entretient au mieux le feu sacré d'un septième art en déclin depuis la manne des années 1980 et 1990 fortement représentées par les Idrissa Ouedraogo (*Yaaba, Tilai*), Souleymane Cissé (*Yeelen, Waati*), Sembène Ousmane (*Camp de Thiaroye*), Djibril Diop Mambéty (*Hyènes*), Mohamed Camara (*Dakan*), Gaston Gaboré (*Buud Yam*), Flora Gomes (*Les yeux bleus de Yonta*) ou Abderrahmane Sissako (*La vie sur terre*). Mais aujourd'hui, le diagnostic semble grave et sans appel : absence de financement et de soutien politique de la part des États, dépendance à l'égard des fonds d'aide européens, désintérêt des publics africains et occidentaux, mutation technologique problématique, crise du système de distribution, manque d'infrastructures et disparition progressive des salles, explosion d'une offre télévisuelle venue d'ailleurs (notamment d'Amérique latine) qui acculture et formate, piratage généralisé et déferlement de l'industrie du divertissement de



Yeelen (1987) de Souleymane Cissé

masse en provenance du Nigeria (plus de 600 vidéos produites par an). Et ce, sans parler des risques de perte de la mémoire collective (archives en voie de détérioration faute de moyens, ou ravagées par le déluge de 2009 à la Cinémathèque africaine de Ouagadougou). On est loin ici de la période effervescente des années 1970 avec ses grands débats idéologiques, ses artistes formés à Moscou et la création en 1979 du CIDC (Consortium interafricain de distribution du cinéma) regroupant alors 14 pays de l'Afrique francophone et visant à structurer et à rentabiliser un marché commun. Des divisions politiques ont hélas eu raison de cette tentative d'union culturelle et, comme le souligne à regret Ferid Boughedir : « En 1985, le marché a littéralement explosé et Hollywood s'est rué dans la brèche, prenant alors possession des écrans ». Suite à cette rupture, le

rêve d'une véritable solidarité entre pays du Sud ne sera plus jamais le même.

Dès sa création en 1969, la FEPACI (Fédération panafricaine des cinéastes) avait pourtant donné un élan, mais aujourd'hui, dans la foulée de la disparition récente d'Ousmane Sembène, l'institution vit un difficile passage générationnel tout en continuant de tenir le fort. Informe, sans réelle ambition artistique, la production de ces dernières années semble abonnée aux comédies légères dans un désir de séduire à tout prix (*Le mec idéal* d'Owell A. Brown, Côte d'Ivoire) et de rompre avec la mythologie du « cinéma calebasse » des anciens, et ce, malgré la grande aventure du cinéma africain lancée avec force par *La noire de...* de Sembène en 1966. Certains tablent sur le long terme de la révolution numérique et la démocratisation des outils pour susciter de

nouvelles images. D'autres, à cause des errements du médium, du formatage télévisuel, du piratage et du manque de salles équipées, y voient déjà la mort annoncée d'un cinéma africain aux prétentions plus artistiques. Pour ce dernier, quasiment absent des écrans ces dernières années à l'exception entre autres des films d'Abderrahmane Sissako (*En attendant le bonheur*, *Bamako*) et du film du Tchadien Mahamat Saleh Haroun, *Un homme qui crie*, primé à Cannes en 2010, il ne reste guère que le circuit des festivals internationaux qui constitue selon Ferid Boughedir « la chaîne mondiale d'une religion, la cinéphilie ». Mais avec ses effets pervers aussi, précise-t-il, notamment la production d'un cinéma parfois illisible pour les Africains eux-mêmes et conçu expressément pour les festivals, les cinéphiles et la critique. Financé par le Nord, sans réelle assise locale, le très beau *Yeelen* (1987) du Malien Souleymane Cissé appartient à ce courant d'un cinéma africain de qualité internationale, qui aurait, d'après lui, sacrifié en son temps aux « effets de mode » de l'exotisme. Alors ? Logique de production à revoir ? Mais pour tourner quelles images ? Vaste débat en soi.

Se pose donc tout le problème de la production d'images, nécessité vitale pour un continent diversifié en manque de miroirs. Pour Ferid Boughedir, il est clair que tous ceux qui profitent de la diffusion d'images étrangères en Afrique doivent participer au redéploiement des cinémas nationaux et



En attendant le bonheur (2002)
d'Abderrahmane Sissako

à leur financement. Des mesures concrètes doivent être prises au nom de la lutte pour la diversité culturelle. Certaines, simples, comme l'instauration d'une taxe sur les DVD vierges pour contrer le piratage, d'autres plus complexes, comme la création récente d'un Fonds panafricain du cinéma



La noire de... (1966) de Sembène Ousmane

pour réorganiser le marché et assurer une vraie circulation des films, fonds auquel pourraient contribuer les diffuseurs européens (TV5 et Canal Horizons). Même à Abou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a été sollicité pour servir d'ambassadeur auprès de certains États (Algérie, Gabon, Guinée, Afrique du Sud) et pousser l'idée de ce fonds. On envisage par ailleurs de mettre sur pied à l'étranger une fondation internationale pour recueillir des dons et aider en priorité les films au stade de la postproduction. Ici et là, des îlots de résistance s'organisent ou se renforcent en dépit de ce marasme.

Financé par la télévision selon le modèle français, le cinéma marocain fait notamment figure d'exception en Afrique en produisant entre trois et vingt longs métrages par an et en offrant des services de soutien au reste du continent. Au Burkina, grâce à l'Institut Imagine de Gaston Gaboré, on forme des jeunes cinéastes (Marcel Beaulieu, Michel La Veaux, Manon Barbeau, Fernand Dansereau et Roger Cantin y ont donné des ateliers) et un fonds d'archives audiovisuelles conçu sur le modèle du Centre Bophana de Rithy Panh au Cambodge vient d'être inauguré. Quant au festival Écrans noirs fondé par le Camerounais Bassek Ba Kobhio en 1995, il se propose aujourd'hui plus que jamais

d'encourager la diffusion et la promotion du cinéma africain francophone en salles ou en plein air (le cinéma numérique ambulant comme voie d'avenir ?), tout en offrant des résidences d'écriture pour les scénaristes. Objectif : relever le niveau de qualité d'un cinéma africain qui se cherche. Entre une certaine fidélité à l'esprit des anciens et l'appel de la modernité, les cinémas africains n'ont en fait pas d'autre choix que de se réinventer en permanence. Une nouvelle page s'ouvre, pleine de possibles si l'argent et la volonté politique des États sont au rendez-vous. Cette année, le festival canadien de documentaire Hot Docs et la maison de production torontoise Blue Ice Film annonçaient le lancement d'un fonds de un million de dollars pour aider les réalisateurs africains. Une initiative parmi tant d'autres. C'est dans ce contexte des plus volatil que Souleymane Cissé a tourné récemment en numérique la série *Min Yé*, une histoire d'adultère et de polygamie. Quant à Idrissa Ouedraogo, il rêve toujours son road movie *Le noyau de la mangue* qu'il aimerait filmer en 35 mm dans plusieurs pays du continent¹. ■

1. *Cahiers du cinéma*, avril 2011, p. 47.